



Déclaration Liminaire

Comité Technique de Réseau SIMu

Jeudi 17 décembre 2015

Monsieur le président, mesdames, messieurs,

Nous tenons aujourd'hui notre second CTR SIMu, un peu plus d'un mois après les tragiques événements subis le 13 novembre en région parisienne.

Si, tout comme notre confédération et notre fédération, nous condamnons ces actes barbares, nous tenons à faire part de notre méfiance vis-à-vis de l'état d'urgence, qui ne doit pas être un levier gouvernemental pour faire passer des mesures antisociales.

Nos différentes sections ont tenu à prendre leurs responsabilités, notamment en annulant les différentes initiatives prévues pour le 24 novembre dernier, jour du CTM, nous aurions souhaité que notre ministère cesse, au moins temporairement, ses mesures de destructions d'emplois.

Nous souhaitons donc que l'état d'urgence ne vienne pas faire obstacle à nos libertés syndicales dans les prochaines semaines.

La situation des ouvriers de l'état, très présents au SIMu, inquiète fortement les agents, nous vous demandons de faire parvenir notre position au ministre de la Défense, à savoir que nous rejetons purement et simplement l'idée de la disparition de ce corps, qui doit être au contraire valorisé et pérennisé.

Si nos agendas respectifs ne nous ont pas permis de tenir de réunion bilatérale en amont de l'instance de ce jour, nous profitons de l'occasion pour vous demander, monsieur le président, la tenue d'une réunion dans le premier trimestre de 2016, afin d'avoir des éléments sur les questions que nous aborderons lors de ce CTR.

Nous souhaitons recueillir des informations concernant les fermetures d'établissements, en effet, où en sont les travaux sur le sujet ? Quelle est la position actuelle concernant le dépôt de Fontvieille ? Fermeture ou pas ? Si elle est repoussée, le PAR l'est-il également ?

Nous souhaitons également savoir où en sont les projets de fusions d'EP, à ce propos, que vont devenir les catégories A et B qui deviennent correspondants ? Vont-ils continuer à percevoir la NBI ? Comment leur rôle est-il envisagé ?

Au rayon des embauches, la solution à court terme que représente les militaires et réservistes n'est pas satisfaisante, de plus, la moyenne d'âge dans nos établissements continue d'être bien trop élevée pour nous permettre d'être sereins pour l'avenir.

Nous tenons également à savoir quel est l'avancement de la titularisation en ouvrier de l'état des agents sous contrats recrutés au sein des EP Bretagne et Méditerranée, cette situation n'a que trop duré !

Toujours au rang des restructurations, quelle est la position de l'échelon central pour les personnels désireux de quitter le SIMu et qui ont reçu un avis défavorable de leur direction locale ?

Concernant les différentes réorganisations en cours dans nos différents établissements, nous demandons à ce que se tiennent dès le début de l'année 2016, des CHSCT extraordinaires, spécifiques à ces questions, et nous vous demandons, monsieur le président, d'influer en ce sens auprès de vos directeurs locaux.

En ce qui concerne la formation, nous constatons qu'il existe un manque concernant les munitions spécifiques à l'Armée de l'air dans la nouvelle formation CT1 dite « uniformisée ». Plus largement, nous constatons des problèmes récurrents concernant la connaissance de munitions extérieures à l'arme d'origine du dépôt.

En ce qui concerne nos revendications à portée locale, nous souhaitons vous alerter sur la situation des gardiens veilleurs du dépôt de Sedzère, qui de part leur présence en ZDHS, ne peuvent qu'appartenir au ministère de la défense et ne doivent en aucun cas devenir des salariés du secteur privé.

Au sein du dépôt de Toulon, la direction locale a cessé de compter certains travaux insalubres aux personnels du service stockage, et ce sans connaître les résultats des analyses de poussières en magasins, résultats qui se font aujourd'hui bien trop attendre.

Nous tenons enfin à vous affirmer notre position concernant l'uniformisation entre tous les dépôts du SIMu au sujet des travaux insalubres, au même taux, et reconnus partout.

Nous n'hésiterons pas à intervenir lors de ce CTR, que nous souhaitons constructif, et vous remercions de votre attention.